

## Dénonciations et défense des policiers, le ressac

Le climat s'envenime à Val-d'Or. Les policiers de la Sûreté du Québec (SQ) du poste local 144 ne se sont pas présentés au travail cette fin de semaine et ils demandent à la ministre de la Sécurité publique de s'excuser. Ailleurs dans la province, d'autres femmes autochtones ont rapporté avoir été agressées par des policiers.

La ville d'un peu plus de 30 000 âmes accuse l'onde de choc provoquée par la diffusion d'un reportage de Radio-Canada sur le sort de femmes autochtones qui racontent avoir été battues, humiliées et agressées sexuellement par des policiers de la SQ. « Rien ne peut minimiser ce qui se passe actuellement, tout est chambardé », a reconnu depuis Val-d'Or Bianca Bernier Brassard, intervenante communautaire pour Assaut Sexuel Secours.

De leur côté, les policiers ont choisi par solidarité avec leurs confrères qui font l'objet d'une enquête de ne pas travailler samedi et dimanche. Une partie des effectifs n'était toujours pas de retour au travail lundi. Dans une pétition en ligne signée par plus de 1400 personnes, les policiers reprochent à la ministre Lise Thériault d'avoir « contribué à augmenter la colère de la population envers les policiers du Québec ».

Des signaux sont envoyés de toute part pour tenter de calmer le jeu. La SQ a annoncé lundi soir que deux projets pilotes seront mis en place à Val-d'Or : les autopatrouilles seront munies de caméras et certaines équipes de travail seront accompagnées par des travailleurs sociaux. Les paramètres de mise en place de ces deux mesures seront communiqués dans les prochains jours, a assuré un porte-parole de la SQ. Le ministre québécois des Affaires autochtones, Geoffrey Kelley, s'était rendu dimanche dans cette localité abitibienne, espérant calmer le jeu.

L'Association des policières et policiers provinciaux du Québec (APPQ) a quant à elle mis en garde contre la tentation de faire de ces huit policiers suspendus des « boucs émissaires de problèmes qui surpassent largement leurs fonctions ». Le président de l'Association, Pierre Veilleux, déplore en entrevue au Devoir que les agents soient « extrêmement déstabilisés » à cause de ce qu'il perçoit comme une condamnation générale et sans nuances du public et de la classe politique. « Ce sont des allégations graves, mais elles ne touchent pas tout le monde », a rappelé M. Veilleux, en appelant à la présomption d'innocence, à l'instar des policiers de Val-d'Or dans leur pétition.

La ministre Thériault s'est contentée de « réitérer sa confiance envers les policiers » par courriel après avoir pris connaissance de cette pétition.

Un détonateur

Pendant que l'on tente de rétablir le lien de confiance, les langues se délient. Alana Boileau, coordonnatrice des dossiers en justice et sécurité publique à Femmes autochtones du Québec (FAQ), a reçu deux plaintes analogues au cours des derniers jours. L'une des

femmes autochtones a reçu des coups de pied dans le ventre de la part d'un policier de la Ville de Québec et l'autre a été laissée dans un parc industriel de Montréal en plein hiver.

Assaut Sexuel Secours, qui constitue le CALACS local (Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel), a aussi reçu une plainte la fin de semaine dernière. L'équipe de Bianca Bernier Brassard se tient prête à l'éventualité d'une vague de dénonciations : « C'est certain que l'onde de choc fera éclater d'autres scandales. »

L'organisme avait par ailleurs accompagné des femmes autochtones, il y a deux ans, dans une démarche en déontologie policière, mais les plaintes n'ont pas été retenues : elles sont « tombées dans des craques », résume l'intervenante communautaire. Les membres des Premières Nations forment 34 % des femmes accueillies par le Centre, une surreprésentation symptomatique de la « violence historique » à laquelle elles font face.

Le lien de confiance ne s'est donc pas seulement rompu avec la diffusion du reportage jeudi dernier, « il l'était déjà », selon Alana Boileau. Elle tient tout de même à saluer l'accord signé cet été par le SPVM avec un réseau d'organismes autochtones de la métropole, un effort afin d'améliorer la relation entre les communautés et le corps policier.

La réponse de la SQ apparaît ainsi proportionnelle à la gravité des faits reprochés pour ces deux proches du milieu. Les témoignages ne peuvent pas être pris à la légère, dans un contexte où la parole des femmes autochtones est souvent remise en doute, insistent-elles : « Ce n'est pas parce que ce sont des femmes autochtones qui le disent, il a fallu que ce soient des médias », illustre Mme Boileau. Elle déplore que le fardeau de la preuve repose encore lourdement sur l'agressée plutôt que sur l'agresseur.

Certains commentaires associés à la pétition des policiers en ligne lui donnent raison. « Révoltant et choquant de voir que Val-d'Or croit à toutes ces niaiseries », peut-on y lire, une claire remise en doute de la crédibilité des plaignantes.

Les trois ministres ayant été informés il y a plusieurs mois n'ont réagi qu'après la diffusion du reportage de l'émission Enquête.

Lise Thériault a refusé à nouveau dimanche de tenir une commission d'enquête provinciale sur le sort des Premières Nations, préférant s'en remettre à une éventuelle enquête pancanadienne, promise par Justin Trudeau en campagne électorale. Aucun échéancier n'a encore été annoncé pour cet examen, qui doit porter sur les cas de disparition ou de meurtre de femmes autochtones.